

# Crise climatique : Le business a proposé, la COP21 a disposé

lundi 14 mars 2016, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 24 février 2016).

## Sommaire

- [Plus que du lobbying](#)
- [La « Commission globale »](#)
- [Un « dialogue flexible de \(...\)](#)
- [« Eviter d'en faire trop, \(...\)](#)

*“Plutôt que de suivre le changement, le monde des affaires doit diriger cette transformation en faisant ce qu'il fait le mieux : créer des solutions à moindre coût »*  
(World Business Council for Sustainable Development, Vision 2050)

Dès la fin de la COP21, le Financial Times traduisait ainsi l'appréciation du big business : « De nombreux dirigeants ont dit que l'impact de l'accord sera moins de décourager les combustibles fossiles que d'encourager les investisseurs à soutenir les technologies bas carbone » [1]. C'est un bon résumé.

## Ni panique, ni colère

Les technologies « bas carbone » incluent notamment le nucléaire, la grande hydroélectricité et la capture séquestration du CO<sub>2</sub> (CCS). Celle-ci intéresse en particulier la World Coal Association. Son dirigeant B. Sporton a confié au quotidien britannique que l'accord, selon lui, n'impose pas un « changement massif » au secteur mais incite les gouvernements à « s'intéresser davantage à la CCS ».

Le journal financier rapportait aussi le commentaire de J. Grant, directeur « climat » chez PricewaterhouseCoopers : “Les implications immédiates pour le business n'ont pas changé au cours du week-end. Le vrai engagement de l'accord, ce sont les plans nationaux “(INDC). Pour rappel, ces plans nous promettent un réchauffement de 2,7 à 3,7°C...”

L'accord à la COP21 ne suscite ni panique ni colère dans le monde des transnationales. ExxonMobil, par exemple, encourage sereinement les politiques à « se concentrer sur la réduction des émissions au coût le plus bas pour la société » en tenant compte du « besoin de fournir une énergie fiable à un prix accessible ».

## Plus que du lobbying

L'impression est ainsi créée d'un patronat qui se contente de prendre acte des décisions de la COP. Cette impression est fautive. En réalité, l'accord de Paris a été coraqué par les milieux d'affaires. Ce fut plus qu'un lobbying : une vraie co-élaboration avec les responsables politiques. Rendue possible par une convergence d'analyses au sein de cercles majoritaires du grand capital.

Le point de départ ? Probablement le rapport de Nicholas Stern sur l'économie du changement climatique (2006). Pour rappel, Stern, ex-chef économiste de la Banque Mondiale, expliquait que le réchauffement est une réalité, qu'il est dû principalement à la combustion des combustibles fossiles et que, faute d'action, le problème coûterait à moyen terme beaucoup plus cher que la solution.

La citation en exergue de cet article résume la conclusion stratégique à laquelle des secteurs significatifs du capital sont parvenus au fil du temps : puisque les fossiles sont la cause principale du réchauffement, une transformation profonde est nécessaire ; mieux vaut en prendre la tête que de traîner les pieds et se discréditer. On n'est pas classe dirigeante pour rien...

Qui dit diriger dit s'organiser. De nombreuses plateformes ont été créées dans ce but. Le World Business Council for Sustainable Development en est une, qui regroupe 200 grandes entreprises. Dont Sony, Toyota, Volkswagen, ArcelorMittal, GDF Suez, E.ON, Boeing, Umicore, Allianz, Alcoa, PricewaterhouseCoopers, Sygenta ... [2]

Le message de ce WBCSD est simple : le verdissement de l'économie créera d'énormes opportunités de marchés. En les exploitant, les entreprises permettront à la société de concrétiser le mot d'ordre « One World - People and Planet »... A condition que les gouvernements prennent les mesures nécessaires : privatisations, flexibilité et prix du carbone...

### **La « Commission globale »**

Le dossier climatique est pluridisciplinaire, mondial et terriblement complexe. Pour qu'une co-élaboration soit possible, il fallait une interface. Il semble que ce rôle ait été joué par la Global Commission on the Economy and Climate, à la tête de laquelle on retrouve... Nicholas Stern.

Cette Commission (24 membres) regroupe d'anciens chefs d'Etat et ministres des finances, des représentants de banques centrales, de banques d'investissement et de grandes organisations internationales, le président du WBCSD et... la Secrétaire-générale de la Confédération Syndicale Internationale (qui s'est fourvoyée dans cette galère). [3]

Son rapport de 2014 (« Better Growth, Better Climate ») fait, par secteur, une masse de recommandations aux décideurs. Il débouche sur un plan d'action. La stratégie est clairement exposée : « Le rôle du business dans la transition est particulièrement important (...). De nombreuses actions des entreprises nécessitent une régulation ou des incitants de la part des gouvernements - mais il revient aux compagnies de soutenir l'adoption de ces cadres politiques, plutôt que de les contrer, comme c'est souvent le cas ».

### **Un « dialogue flexible de haut niveau »**

Ce message a été reçu cinq sur cinq lors de la COP20 à Lima : les gouvernements péruviens et français ont lancé le « dialogue flexible de haut niveau » entre les autorités et le monde des affaires. Dans ce cadre, un sommet des entreprises sur le climat s'est tenu à Paris le 20 mai, avant la COP21.

Dans son discours à cette occasion, François Hollande a donné aux patrons ce qu'ils voulaient - tout : « Les entreprises sont essentielles parce que ce sont elles qui vont traduire les mutations nécessaires : l'efficacité énergétique, la montée des énergies renouvelables, la capacité de se transporter avec une mobilité qui ne soit pas consommatrice d'énergie (sic !), le stockage d'énergie, le mode de construction des habitats, l'organisation des villes, et l'adaptation des pays en développement » [4].

Le message a été bien reçu aussi par le monde des affaires. En octobre 2015, quatorze grandes compagnies (dont Shell et BP) signaient un manifeste demandant : un accord basé sur les INDCs ; incluant tous les pays ; à long terme, révisé périodiquement ; sans engagements chiffrés de réduction des émissions ; avec soutien aux marchés internationaux du carbone ; sans contrainte pour les transports maritimes et aériens [5].

Quelques semaines avant la COP, d'autres entreprises avançaient des « business proposals » [6] pour « aider les autorités publiques à identifier les attentes du monde des affaires en perspective d'un accord climatique ambitieux et déterminer les propositions concrètes aidant à réaliser cet accord et à le mettre en œuvre ».

Les suggestions des uns et des autres sont rencontrées dans l'accord. Sauf une : l'instauration d'un prix du carbone. C'était une demande unanime (appuyée par une lettre ouverte du secteur pétrolier au Secrétariat de la Convention Cadre des Nations Unies) (7). Mais les négociateurs n'ont pas pu s'accorder sur ce point. Ce sera donc certainement un des thèmes clés du « dialogue » dans les mois qui viennent.

### **« Eviter d'en faire trop, et trop vite »**

A tout prendre, nous dira-t-on, des capitalistes verts qui veulent un accord valent mieux que des capitalistes climato-négationnistes qui n'en veulent pas. Certes. Mais attention : tout en nous faisant miroiter l'objectif sur papier de 2°C, voire 1,5°C de réchauffement maximum, le « dialogue » met en pratique une politique qui mène tout droit à la catastrophe climatique.

Dans son rapport de 2006, N. Stern excluait déjà d'en « faire trop, et trop vite ». Pour éviter des « coûts trop importants », il prônait une stabilisation de la concentration atmosphérique à 550 ppmv de CO<sub>2</sub>eq plutôt qu'à 450ppmv [7]. La Commission Globale qu'il préside reste sur cette ligne : de son propre aveu, ses propositions permettent seulement de réaliser un peu plus de la moitié des réductions d'émissions nécessaires d'ici 2030. Le même décalage se retrouve dans l'écart entre l'objectif de l'accord (1,5-2°C) et les INDC (2,7 à 3,7°C).

La COP21 marque ainsi la soumission de l'ensemble des gouvernements du monde au diktat des « solutions à moindre coût »... pour les entreprises. Avec un coût maximum pour... l'humanité et les écosystèmes. Un seul point positif : ces Messieurs ont dû mettre noir sur blanc l'objectif d'un réchauffement maximum de 1,5°. A nous de nous mobiliser pour le leur imposer, à leurs frais, et sans technologies d'apprentis sorciers.

**Daniel Tanuro**

---

**P.-S.**

\* A paraître dans « Politique », revue de débat. « Le business a proposé, la COP21 a disposé » : <http://www.lcr-lagauche.org/le-business-a-propose-la-cop21-a-dispose/>

---

**Notes**

[1] FT, 13/12/2015.

[2] [wbcsd.org/vision2050.aspx](http://wbcsd.org/vision2050.aspx)

[3] <http://newclimateeconomy.report/>

[4] <http://www.elysee.fr/>

[5] <http://www.climatechangenews.com>

[6] [www.businessforcop21.org](http://www.businessforcop21.org)

[7] <http://newsroom.unfccc.int/unfccc-newsroom/major-oil-companies-letter-to-un/>

Stern Review, p. 247.